

Table des matières

Préface de Bernard Durand

Notes introductives à une œuvre majeure, par Mamadou Badji

Introduction

Première partie. La création de la Cour

Titre 1. Le Conseil d'appel du Sénégal et dépendances de 1822 à la fin du XIX^e siècle

Chapitre premier. Une implantation difficile

Section I. Le vide institutionnel

Section II. L'arrivée des magistrats

Chapitre deux. Une activité judiciaire dominée par les affaires de traite

Section I. Le Conseil juge des matières commerciales

Section II. Le Conseil applique un droit fondé sur des usages

Titre II. De la Cour du Sénégal et dépendances à la Cour d'appel de l'AOF (fin XIX^e siècle à 1958)

Chapitre premier. La Cour de Saint-Louis et le déclin de l'hégémonie sénégalaise

Section I. De la Cour de Saint-Louis aux Conseils d'appel de Libreville et de Conakry

Section II. La constitution de l'AOF

Chapitre deux. La Cour de Dakar et la réunification judiciaire

Section I. La rationalisation du service judiciaire

Section II. La réorganisation judiciaire de l'AOF

Section III. Un ordre juridictionnel de domination

Deuxième partie. Le personnel de la Cour

Titre 1. La Cour est dépourvue d'autonomie fonctionnelle

Chapitre premier. La mainmise sur la magistrature

Section I. Une magistrature sous tutelle

Section II. Une magistrature instable

Chapitre deux. La magistrature ne bénéficie pas de l'appui du pouvoir

Section I. La magistrature est insuffisamment adaptée

Section II. La magistrature doit œuvrer à l'expansion coloniale

Titre II. La Cour statue selon une procédure considérablement assouplie

Chapitre premier. Des défenseurs qui instrumentent et plaident

Section I. Des officiers ministériels

Section II. Interdits d'immixtion dans les questions politiques

Chapitre deux. Des officiers publics peu nombreux

Section 1. Un personnel incomplet

Section II. Un personnel qui relève du statut de la fonction publique

Troisième partie. La politique de la Cour

Titre I. La Cour d'appel, cour de justice

Chapitre premier. La réception des règles du code de procédure métropolitain

Section I. La procédure d'appel

Section II. Le pourvoi en cassation porté devant la Cour d'appel

Chapitre deux. La mise en œuvre de la législation coloniale

Section I. En matière matrimoniale

Section II. En matière de droit du travail

Titre II. La Cour d'appel, organe de stratégie coloniale

Chapitre premier. La restriction de la compétence des juridictions de droit local

Section I. La compétence exceptionnelle des tribunaux musulmans

Section II. L'extension de la compétence française aux Africains

Chapitre deux. La transformation des droits fonciers coutumiers

Section I. La revendication par l'État de l'entière disposition du sol

Section II. L'accession des indigènes à la propriété privée

Conclusion

Annexes

Annexe A. Liste chronologique des chefs du Service judiciaire

Annexe B. Activité de la Cour d'appel

Chambre d'homologation

Chambre d'appels correctionnels

Chambre civile et criminelle

Table des abréviations

Bibliographie

Sources manuscrites

Sources imprimées